

maintenant on cherchait à atteindre l'heure de la reprise. La ligne générale recherchant l'élévation du niveau de consommation doit traverser une période extrêmement dure, une « soudure » jusqu'au moment où les impôts rentreront et jusqu'à l'Exposition; mais qui nous dit que nous ne serons pas amenés auparavant à une situation de trésorerie exigeant des méthodes de coercition ? Quoi qu'il en soit, de graves dangers nous menacent, qui sont la conséquence des hésitations, des zigzags, c'est-à-dire du défaut de politique cohérente dans la lutte nécessaire contre le grand capitalisme.

### QUE FAIRE ?

Quelles sont les mesures qui devraient être envisagées ? Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail, mais je voudrais tout de même protester contre la déflation qui déjà commence et qui va peser sur la reprise économique. Rien que dans le domaine des grands travaux, vous savez très bien qu'ils sont financés uniquement par voie d'emprunt, d'où toutes sortes de difficultés supplémentaires. On n'a pas encore osé parler des nationalisations, de celle des assurances en particulier. On est donc le prisonnier des banques dont on renforce le pouvoir politique en même temps qu'on accroît leurs bénéfices; et pourtant, il aurait été possible de consacrer à ce financement des grands travaux, les trois milliards restés disponibles sur la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque de France lors de la dévaluation.

Mais, camarades, en vertu de la même politique de compression, du point de vue financier, on a préféré donner ces 3 milliards au Crédit Foncier, moyennant un intérêt de 2 %, alors que le Crédit Foncier les prête à 5 % et plus. Encore un bénéfice supplémentaire attribué au Crédit Foncier, par conséquent au crédit privé.

LÉON BLUM. — Je vous interromps un instant...

MARCEAU PIVERT. — S'il y a une erreur matérielle...

LÉON BLUM. — Non, mais vous oubliez une contre-partie de l'opération : il est exact qu'on a mis à la disposition du Crédit Foncier 3 milliards pour lesquels il y a 2 % d'intérêt, et qu'il recède à 5 pour l'exécution des grands travaux. Mais la contre-partie c'est qu'on a imposé au Crédit Foncier une conversion obligatoire pour tous les emprunts en cours. Et le résultat final, n'est pas d'augmenter, mais au contraire de réduire sensiblement les profits du Crédit Foncier. Je vous demande pardon...

MARCEAU PIVERT. — Mais je m'en félicite, nous sommes là pour essayer de faire la lumière, et si certaines de nos critiques sont injustes, nous serons les premiers à les rectifier. Il reste tout de même, dans ce domaine, qu'après avoir découronné, en somme, le caractère privé de la Banque de France, on va s'adresser au Crédit Foncier qui est une autre organisation privée.

LÉON BLUM. — Je vous explique comment ça s'est passé, le

mécanisme de l'ensemble de l'opération. On ne peut pas isoler les deux parties de l'opération.

MARCEAU PIVERT. — Bien. Sur le point particulier, d'accord, mais le caractère général de notre critique semble tout de même demeurer, car si je ne me trompe, la conséquence de cette recherche du compromis, c'est qu'en refusant de sortir des techniques de financement capitaliste, aujourd'hui, on est amené à réduire la cadence des travaux; au lieu de 5 milliards de paiements en 1937, comme le prévoyait le budget, on réduit déjà à 4 milliards. En outre, les avertissements extrêmement impératifs du Sénat nous laissent craindre que cette politique de déflation ne finisse par triompher; nous sommes très inquiets à ce sujet. Et je voudrais espérer que notre camarade Blum nous donnera le maximum d'apaisements, dans ce domaine comme dans les autres.

D'ailleurs, Vincent Auriol lui-même soulignait devant le Sénat, lors de la séance du 9 février, les méthodes classiques de l'adversaire :

*« On invoque le « climat ». Je viens de m'expliquer franchement. On a bien voulu reconnaître que nous n'avions en vue que le bien public, l'intérêt national. Mais croyez-vous, messieurs, que c'est un climat favorable lorsque — je ne veux pas connaître les mobiles, haine politique ou profit — lorsque, tel vendredi, de Paris la rumeur court jusqu'à Londres que dans le week-end le Gouvernement prépare une nouvelle dévaluation, lorsque, quelques jours après, le mercredi, on fait circuler dans les milieux de bourse ou de banque le bruit que l'on prépare le contrôle des changes; lorsque quelques jours plus tard, on annonce qu'on n'a pas payé le prêt aux soldats ou la solde des instituteurs et qu'encore recommence la campagne de la dévaluation inévitable, croyez-vous que ce soit un climat propice à l'appel au crédit et même au salut financier du pays? »*

Alors, Camille Reboul ajoute : « Le poteau pour ces gens-là ! »

Mais oui ! précisément ! Qu'on vérifie l'origine de ces fausses nouvelles dictées par des manœuvres spéculatives ! Que l'on frappe durement ! Cela aura un retentissement prodigieux sur les masses si l'on est prêt à exécuter tous ces forbans qui exploitent nos difficultés. Elles auront le sentiment qu'on gouverne avec autorité.

Il faudra bien choisir; notre politique n'est ni purement libérale, ni franchement socialisante. Nous sommes évidemment favorables à la seconde. Mais à ce propos, nous refusons de confondre l'autarchie économique, avec le système de contrôle des changes et de monopole du commerce extérieur que nous préconisons. Je pense que la monnaie est une chose, les échanges économiques sont une autre chose et qu'on n'est pas obligé de se placer dans l'autarchie économique, comme les régimes fascistes, si l'on fait une politique de contrôle des changes et du commerce extérieur. Je crois qu'on